



Syndicat Cgt des Agents de la Métropole Aix Marseille Provence  
10 place de la Joliette 10.5 des docks, 13002 MARSEILLE

Marseille, le 11 septembre 2022

## **Lettre ouverte aux élu(e)s Métropolitains**

Mesdames, Messieurs les élus,

Nous vous appelons solennellement à revenir à la raison et aux responsabilités pour lesquelles vous avez sollicité le suffrage des habitants de notre territoire.

Il nous paraît nécessaire, au vu des débats calamiteux qui traversent notre Métropole, de vous rappeler un principe élémentaire de gestion publique : les ressources d'une collectivité ou d'un établissement public de coopération intercommunale ne constituent pas la propriété de ceux qui les administrent. Les élus n'ont pas à considérer une recette comme un gain pour leur collectivité, ni une dépense comme une perte pour celle-ci, lorsque la question relève en réalité, de l'organisation collective de l'action publique.

Le Code général des collectivités territoriales impose à l'élu local d'exercer ses fonctions avec « *impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité* » et de poursuivre « *le seul intérêt général* », à l'exclusion de tout intérêt particulier. Il rappelle également que l'élu est responsable de ses actes devant les citoyens. Cette exigence devrait conduire à dépasser une logique de concurrence entre caisse communale et caisse métropolitaine. Le respect des règles financières ne saurait être confondu avec une logique d'appropriation de la ressource publique.

Pour mémoire, l'argent, qu'il soit dans les caisses de vos communes ou celles de la Métropole est à nous, citoyens, habitants, contribuables.

**L'argent public n'appartient pas à une caisse ; il appartient à une mission. L'argent public n'a pas de territoire : il a une destination !**

### **Jouer la carte des divisions est un jeu indigne**

Depuis des mois, vous, censés piloter un outil de mieux être, de mieux vivre, d'inventivité et de création, commun à nos presque 2 millions d'usagers, n'avez eu de cesse de nous opposer les uns aux autres. Vous opposez les communes, vous opposez les enjeux, vous opposez les populations, les économies, les cultures. Tout cela alors même que vous n'avez jamais présenté le moindre projet commun, à ceux que vous avez pourtant incité à vous confier les rênes.

Les élus métropolitains ont une double responsabilité : représenter leur commune, certes, mais aussi construire un intérêt qui les dépasse. Si la seconde responsabilité disparaît derrière la première, la métropole cesse progressivement d'être un projet collectif pour devenir un lieu de négociation entre intérêts particuliers.

Dans ce cas, la question n'est plus seulement de savoir comment répartir l'argent public.

Elle devient : pourquoi avons-nous créé une intercommunalité si nous ne sommes pas capables de penser et de construire au-delà de nos frontières communales ? La métropole ne doit pas être une banque commune dont chacun cherche à récupérer sa part. Elle devrait être une capacité à réaliser ce qu'aucune commune ne pourrait réaliser seule.

Chacun semble vouloir défendre sa commune, préserver « sa » part, récupérer « son » argent, faire en sorte que les recettes restent dans « sa » caisse. Cette attitude peut se comprendre lorsqu'un maire défend les intérêts de ses administrés. Mais elle devient beaucoup plus contestable lorsqu'elle finit par constituer l'essentiel du projet politique métropolitain.

### **La métropole devrait d'abord avoir un projet.**

C'est précisément là que le débat actuel semble avoir été inversé.

On consacre beaucoup d'énergie à se disputer les ressources, mais beaucoup moins à expliquer les projets métropolitains qui justifieraient de les mobiliser. On débat de la destination administrative de l'argent avant même d'avoir construit la vision politique qui devrait déterminer cette destination.

On se bat pour savoir à qui appartiendra l'argent, mais on ne s'est pas suffisamment battu pour décider de ce que nous pouvions accomplir ensemble avec lui. C'est pourtant le sens même de la coopération intercommunale.

L'argent public n'est pas une récompense attribuée à la commune qui aura le mieux défendu son territoire. Il n'est pas davantage un patrimoine politique que chaque élu devrait chercher à conserver dans son périmètre. Il est un moyen.

La seule chose qui devrait nous rassembler est donc celle de la finalité : quels investissements, quels services, quels équipements, quelles politiques publiques peuvent être construits à l'échelle métropolitaine pour répondre réellement aux besoins des habitants ? **Une Métropole qui ne sait pas dire ce qu'elle veut construire avec ses ressources, finit inévitablement par se demander qui doit les posséder.**

### **Des missions et des agents évanouis derrière les guerres politiques**

A la Cgt, nous prôtons depuis la création de la métropole, l'élaboration d'un projet commun digne des Services Publics. Ce dernier ne pourra être mis œuvre que par une communauté métropolitaine. Nous devons faire communauté, que chaque usager se sente autant appartenir à sa commune, qu'à notre métropole.

Depuis des mois, les agents métropolitains survivent sans budget, sans perspectives, sans réponses, sans missions, dans une insécurité permanente et avec un grand sentiment d'être méprisés.

À la hauteur des enjeux, nous étions en droit d'attendre davantage qu'une querelle de caisses. Cela donne une piètre image de l'action publique. Dans ces périodes de chasses aux fonctionnaires, c'est malheureusement encore nous, fonctionnaires territoriaux qui en ferons les frais.

Mesdames, Messieurs les élus, il est temps de tourner la page des divisions stériles et de retrouver le sens profond de votre mandat, servir l'intérêt général. Les habitants de notre territoire méritent mieux. Ils attendent de vous une vision claire, des projets concrets et une gestion transparente des ressources publiques.

Les agents métropolitains, qui œuvrent chaque jour pour faire vivre nos services publics, méritent mieux que l'incertitude. Ils sont les premiers acteurs de la Métropole que vous incarnez, leur engagement et leurs compétences doivent être reconnus et valorisés

Nous, citoyens, contribuables, usagers et agents publics, vous demandons solennellement de vous ressaisir. La Métropole Aix-Marseille-Provence ne sera forte que si elle incarne un projet commun, ambitieux et solidaire. C'est à cette condition qu'elle pourra répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux qui nous attendent.

**Construisons ensemble une Métropole unie, solidaire et tournée vers l'avenir.**